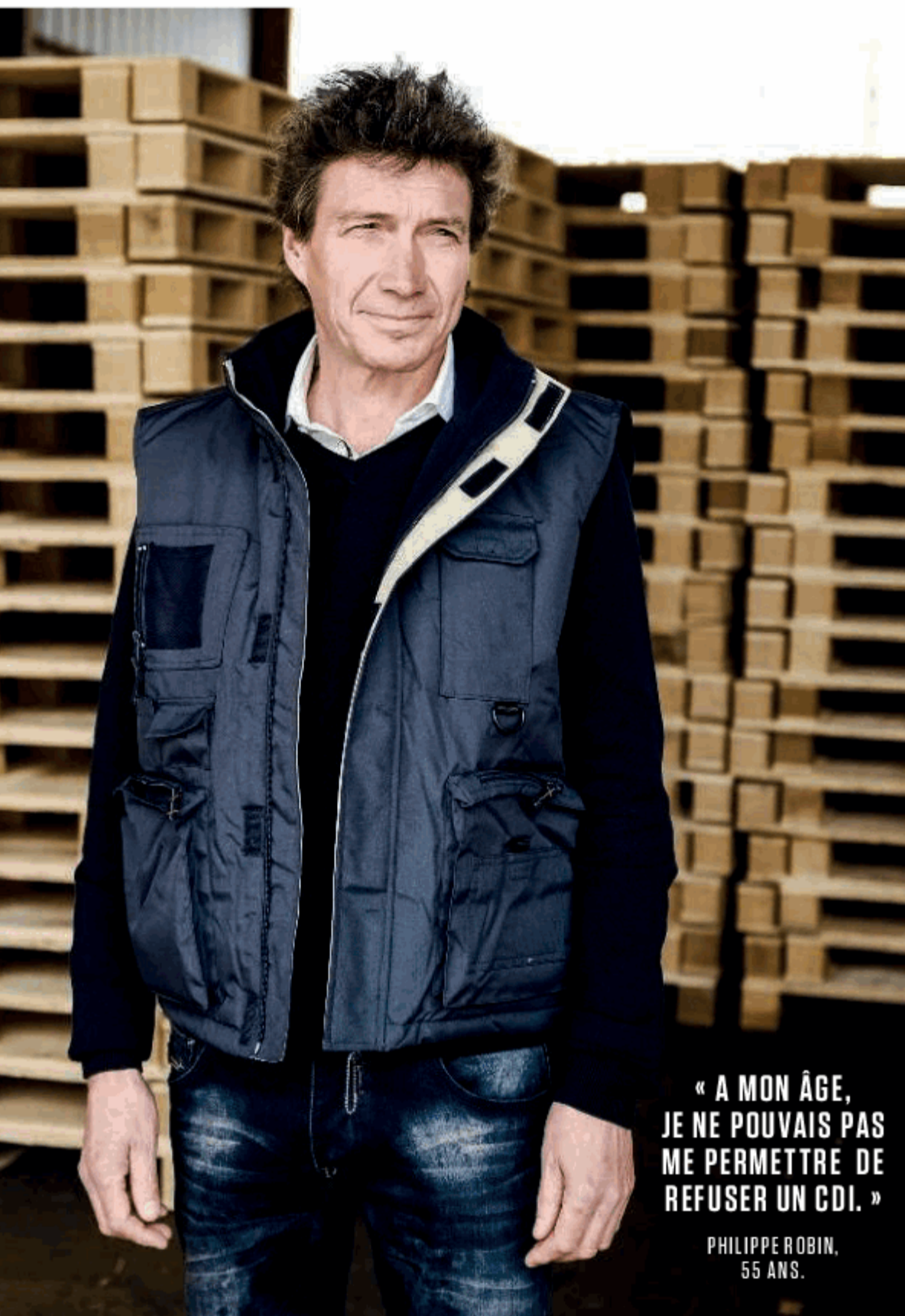


## Le cœur à l'ouvrage

Non, tout n'a pas été essayé pour lutter contre le chômage de longue durée. Dix territoires expérimentent une nouvelle idée: **l'Entreprise à But d'Emploi.** Et ça marche. Reportage dans les Deux-Sèvres



« A MON ÂGE,  
JE NE POUVAIS PAS  
ME PERMETTRE DE  
REFUSER UN CDI. »

PHILIPPE ROBIN,  
55 ANS.



« JE ME SENS  
MIEUX,  
JE REVIS. »

CLAIRE LEBLOIS,  
34 ANS.



« SE SENTIR  
À NOUVEAU UTILE  
EST UN VRAI  
PLAISIR. »

SÉBASTIEN RIODEL,  
39 ANS.



« J'EN AVAIS  
MARRE DE FAIRE  
DES MISSIONS  
À DROITE ET  
À GAUCHE. »

PHILIPPE GABET,  
58 ANS.



**L**e chômage de longue durée, Philippe Gabet, 58 ans, n'en parle qu'avec retenue et pudeur. Il sait qu'il n'est pas une exception: près de 2 millions et demi de personnes à l'échelle nationale partagent sa situation. Pas facile de nommer les choses quand on a travaillé toute sa vie et que, la cinquantaine passée, on se retrouve dans l'engrenage de la perte d'emploi, broyé. Le sentiment de déclassement est fort. Mais aujourd'hui, la casquette de base-



ball vissée sur le crâne, l'œil aux aguets sous la visière en bec de canard, il revit. « *Maintenant que j'ai un CDI, je suis bien content. J'espère que ça va m'amener jusqu'à 65 ans* », lâche ce fils de mineur de fond, célibataire sans enfant, qui compte huit frères et sœurs.

C'est Pôle Emploi qui lui a proposé « ça »: un emploi dans le cadre d'une expérimentation menée sur l'un des dix « territoires zéro chômeur de longue durée » créés en France. L'initiative, lancée par Patrick Valentin, responsable du réseau Emploi-Formation d'ATD Quart-Monde, a pu se concrétiser grâce au député socialiste Laurent Grandguillaume, qui a convaincu ses collègues d'adopter à l'unanimité sa proposition de loi. « *Quand on sait qu'un chômeur revient à 18000 euros par an et le smic à 22000 euros charges comprises, mieux vaut mobiliser ces sommes au service de l'emploi et de la réinsertion* », a calculé l'élu de 39 ans, qui a renoncé à briguer un second mandat pour se consacrer à ces nouvelles formes d'emploi.

Le principe est donc simple: réorienter les dépenses concernant la perte d'emploi (RSA, CMU et autres allocations et minima sociaux) pour financer de nouvelles activités salariées. Sans que celles-ci entrent en concurrence avec les entreprises existantes sur le territoire. D'où la création d'une structure inédite: l'Entreprise à But d'Emploi, ou EBE. Thierry Pain, 52 ans, qui fut directeur des ressources humaines dans diverses PME de la région Poitou-Charentes pendant plus d'une vingtaine d'années, dirige celle du Grand Mauléon, soit sept communes. Deux cents chômeurs de longue durée y ont été recensés sur les 8700 habitants.

L'objectif est d'en remettre une centaine au travail d'ici à juin 2018. Pour l'instant, ils sont 22 à avoir été embauchés, payés au smic à plein-temps ou à temps partiel – au choix. La moyenne d'âge est de 45 ans. « *Y a des gueules cassées, des parcours fracassés, quelques cas lourds*, note Thierry Pain. *Et puis le Monsieur Tout-le-monde de nos campagnes, qui n'a pas beaucoup d'instruction.* » Ni, pour la plupart, le permis de conduire, indispensable pour se déplacer dans une région dépourvue de transports en commun. Il y a bien un train Thouars-Cholet mais il ne roule qu'une fois par

jour. Enfin, certains ne savent ni lire ni écrire. Le dénuement est profond.

Claire Leblois, la plus jeune et l'une des plus qualifiées, a 34 ans. Titulaire d'un BTS d'économie sociale et familiale, cette jeune mère de famille travaillait auprès de handicapés moteurs et mentaux. Elle a quitté son emploi pour « *suivre* » son mari à Saint-Laurent-sur-Sèvre, une commune du département de la Vendée limitrophe. Il y avait ouvert une sandwicherie que le couple a revendue pour « *avoir une vie familiale* ». A ce moment-là, tout s'est gâté. « *J'ai eu de gros ennuis de santé* », relate Claire. Handicapée après un accouchement difficile, elle ne peut plus porter de charge. « *Or soulever des personnes à mobilité réduite demande beaucoup de force* », dit-elle. Ses trois ans de chômage de longue durée lui ont valu des regards d'incompréhension et des commentaires blessants. « *Les gens me signalaient des annonces, sans se rendre compte de mon handicap parce qu'il n'est pas visible.* » Depuis que l'EBE l'a chargée de tâches administratives et du contact avec la clientèle, elle le confesse: « *Je recommence à rire. Je me sens mieux. Je revis.* »

Né à Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise) de parents originaires de Mauléon, Sébastien Riodel, 39 ans, deux boucles d'oreille au lobe gauche, une formation pour le service à la personne en poche, a travaillé comme « *surveillant de nuit qualifié* » auprès de personnes âgées handicapées. « *Au bout de quatre ans, à force d'être seul la nuit à les retourner dans leur lit pour prévenir les escarres, mon dos a fini par lâcher.* » Hernie discale paralysante, licenciement pour inaptitude, il ne s'est pas découragé. « *J'ai essayé de rebondir.* » Faute de trouver une place dans l'animation auprès du troisième âge, il a accumulé les contrats courts chez Brioche Pasquier, puis à Air France, avant de s'essayer à la confection de bijoux de fantaisie. Un cabinet vétérinaire l'a recruté pour des travaux de nettoyage et de désinfection. C'est là qu'il a, de nouveau, été frappé de paralysie. Après, plus rien. « *Je me demandais ce que j'allais devenir. Avec un RSA de 470 euros par mois à l'époque, on ne vit pas. On survit.* »

Fils d'une mère couturière et d'un père électro-informaticien qui lui a beaucoup appris, il a installé le système ➤





Les « territoires zéro chômeur de longue durée » créés en France.



THIERRY PAIN, directeur de l'EBE.



DANYELE DIXNEUF, adjointe de Thierry Pain.

## EN CHIFFRES

Pôle Emploi recensait 2,4 millions de personnes au chômage depuis plus d'un an en janvier 2017,

dont 1,4 million sans emploi depuis au moins deux ans. La proportion de chômeurs de très longue durée a beaucoup augmenté depuis le début

de la crise et frappe surtout les seniors et les moins diplômés. Sur dix chômeurs de plus de 50 ans, six le sont depuis au moins un an.

➔ informatique de l'EBE. Il s'occupe aussi de faire découvrir aux enfants des écoles et aux touristes le patrimoine culturel ou naturel des environs, comme le château de Saint-Aubin-de-Baubigné ou les Rochers néolithiques de Vaux. Tri de tissus, un peu de couture complètent son activité. « On n'est pas dans le train-train, se félicite Sébastien. Se sentir à nouveau utile est un vrai plaisir, surtout quand on a passé, comme moi, six ans entre quatre murs à se demander ce qu'on fait là. » Pour remettre tout ce petit monde sur les rails, Thierry Pain et son adjointe Danyele Dixneuf ambitionnent de faire de la remise en état du camping local d'une cinquantaine de places, fermé depuis plus de vingt ans, leur « vitrine ». Spectateurs du Puy-du-Fou (Vendée), distant d'une quinzaine de kilomètres, et touristes constituent une clientèle potentielle. La culture maraîchère de produits bio est prévue. Le service à la personne connaît, par ailleurs, un boom. « Nous sommes sur des populations vieillissantes qui n'ont pas de revenus et dont le niveau de vie est très faible », explique Thierry Pain. Elles sont donc dans l'incapacité de s'offrir les services standards. C'est ainsi que les enfants d'un couple de nonagénaires grippés a fait appel à l'EBE pour qu'une personne assure, moyennant 40 euros par semaine, deux visites quotidiennes – à minuit et 4 heures du matin. Un carnet de bord à signer atteste du déplacement. « On n'est pas des

auxiliaires de vie. C'est de la veille, sans plus », observe Danyele Dixneuf. Un autre couple, désargenté lui aussi, était à la recherche de quelqu'un pour bêcher le jardin. Le service a été facturé 5 euros de l'heure.

Philippe Gabet, qui excelle dans ce secteur d'activité, ne sait plus très bien combien de temps il est resté au chômage. Ce qu'il sait en revanche, c'est que, jusque-là, il a toujours travaillé. A 14 ans, il ponçait des carcasses de voiture et de camion, puis les plastifiait. Un apprentissage de maçonnerie a suivi, un métier qu'il a exercé comme ouvrier pendant vingt-quatre ans. D'abord chez un patron, ensuite à la petite semaine, par le biais d'agences d'intérim. « J'en avais marre de faire des missions à droite et à gauche. » C'est alors qu'il a multiplié les « petites missions » chez les particuliers, une expression qui lui vient de sa fréquentation chez Pôle Emploi, laquelle désigne les petits boulots payés au lance-pierre. Une formation d'entretien des espaces verts lui a permis de reprendre confiance.

A l'EBE, il fait équipe avec un autre Philippe, originaire de Soissons (Aisne) – « une région sinistrée », note ce bourlingueur volubile. Un original au profil picaresque. « Je m'appelle Robin. Ça veut dire rouge-gorge en anglais. L'ami du bûcheron. » Courrier à Paris pendant des années, « un métier qu'on fait jeune », il a 55 ans, trois enfants, de la débrouillardise à revendre et un parcours chaotique. « A mon âge, je ne pouvais pas

me permettre de refuser un CDI à temps plein, affirme cet amoureux de la nature, amateur de plantes comestibles sauvages, pissenlit, amarante, stellaire ou mouron blanc, etc. A 14 ans, il voulait devenir musicien. La vie en a décidé autrement. Ce n'est pas maintenant qu'il va s'y mettre. « Je ne peux pas apprendre la musique en faisant sept heures de débroussaillage la journée. »

A Mauléon, il est vrai, les broussailles ont envahi les jardins. La ville a perdu de son lustre, mais les belles demeures bourgeoises, tombées en décrépitude, se dressent encore, vestiges d'une prospérité passée. L'EBE a pris ses quartiers dans l'une d'elles, située tout près d'une usine de chaussures désaffectée. L'ancienne capitale des guerres de Vendée (1793-1796) n'est que l'ombre d'elle-même et la saignée des délocalisations d'usines de textile et des ateliers de cuir, ces trente dernières années, a fait le reste. Le centre-ville est mort. Les commerces de proximité ont fermé. La boucherie d'abord, et puis l'épicerie il y a à peine un mois. Les dirigeants de l'EBE aspirent à la faire repartir et à y installer un dépôt de pain. Pourtant, la ville bénéficie des retombées de l'activité industrielle florissante des Herbiers, dans la Vendée mitoyenne, grâce à laquelle le chômage s'établit à 7%, contre 10% au niveau national. « Malgré tout, certaines personnes se trouvent exclues de ce dynamisme, relève Thierry Pain. Toute la subtilité de notre dispositif est de se faire une place entre ce qui existe et les nouveaux besoins », poursuit-il. Condition sine qua non pour participer et vivre de cette « économie interstitielle » censée répondre à des besoins de la population aujourd'hui non satisfaits, car peu solvables: habiter sur le Mauléonais depuis plus de six mois.

Pour s'assurer que le cahier des charges est respecté, un comité de pilotage, composé d'élus locaux et de représentants des artisans, commerçants, agriculteurs, a été mis en place. Une garantie pour clouer le bec aux détracteurs du projet, ceux qui, paradoxalement, prennent les chômeurs pour des fainéants. Le maire de la ville, Pierre-Yves Marolleau, un enseignant à la retraite, s'en amuserait presque: « J'étais catalogué centre-droit. Depuis cette expérience, je passe pour être d'extrême-gauche. » Sur un mur de l'EBE, une carte postale montre que les salariés n'ont pas perdu leur humour. La sentence est de l'écrivain britannique Jerome K. Jerome (1859-1927): « J'aime le travail: il me fascine. Je peux rester des heures à le regarder. » ■